



DÉBATS • GUERRE EN UKRAINE

Article réservé aux abonnés

e 22 août, Emmanuel
Macron annonce l'envoi de
nouveaux missiles

« Chaque hésitation de l'Europe à armer l'Ukraine est lue par Moscou comme une faille »

TRIBUNE

Collectif

intercepteurs français et juge

L « essentiel que tous les pays qui ont des
moyens en leur possession se joignent à
cet effort ». Le 23, à Kiev, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, affirme que les

Occidentaux peuvent parfaitement livrer davantage de missiles, « il suffit d'une volonté
politique ». Le 24, la coalition des volontaires [groupe de 35 nations, principalement européennes,
soutenant l'Ukraine contre l'invasion russe] érige le renforcement de la défense aérienne ukrainienne
en « priorité absolue ». L'urgence à fournir de tels dispositifs est donc désormais reconnue au plus
haut niveau.

Les pays européens doivent s'organiser
collectivement pour céder leurs missiles
intercepteurs à Kiev, mais aussi coordonner et
augmenter la production de ces missiles à l'échelle
du continent dès que possible, presse un collectif de
personnalités militaires et civiles dans une tribune
au « Monde ».

Publié le 08 septembre 2026 à 09h30 | Lecture 3 min.

Nous demandons donc que les Etats européens détenteurs de stocks d'intercepteurs les cèdent sans
attendre à l'Ukraine. Ces missiles sont déjà produits et disponibles. Leur transfert peut produire un
effet immédiat, contrairement aux capacités que nous devons encore construire. Chaque semaine de
retard se paie en vies civiles.

En juillet, la Russie a tiré 195 missiles balistiques sur l'Ukraine : faute d'intercepteurs en nombre suffisant, seuls 15 % ont été interceptés, selon le ministère de la défense ukrainien. En août, la situation s'est encore aggravée, les défenses ukrainiennes restent incapables d'arrêter toutes les salves qui frappent les villes, les hôpitaux et les infrastructures énergétiques. Le 29 juillet, *[le président ukrainien]* Volodymyr Zelensky demandait 300 intercepteurs supplémentaires pour passer l'hiver. Or l'Ukraine ne devrait recevoir que 264 intercepteurs Patriot sur l'ensemble de 2026, contre 675 en 2023 et 364 en 2025. Le besoin d'un seul hiver dépasse donc les livraisons attendues pour une année entière.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Washington ne fournira pas à l'Ukraine les volumes de Patriot dont elle a besoin et *[le président américain]* Donald Trump est revenu sur la promesse faite à Volodymyr Zelensky d'autoriser leur production sous licence. Depuis le début de la guerre, le 24 février 2022, l'Europe mesure le prix de ses hésitations. Elle ne doit pas reproduire aujourd'hui, avec les intercepteurs, les retards qui ont marqué tant d'autres livraisons. L'intensification des frappes russes nous y oblige maintenant : les intercepteurs sont disponibles. Ils peuvent dès aujourd'hui protéger des vies. Livrons-les sans attendre.

Déséquilibre vertigineux

On objectera que, en cédant nos stocks, nous entamons nos marges de sécurité. L'objection paraît légitime. Mais ces stocks, conçus pour le temps de paix, ne suffiraient pas à soutenir une guerre de haute intensité. Vladimir Poutine nous teste depuis des mois, à travers une guerre qui ne dit pas son nom : le flanc oriental a été frappé le premier, mais la Russie met désormais à l'épreuve l'ensemble de l'Europe. Le 13 juillet, la France a officiellement attribué au FSB *[le service de renseignement intérieur russe]* des activités persistantes de cyberespionnage visant des entités françaises, notamment la défense, la diplomatie, la justice et les technologies. L'Allemagne vient officiellement d'attribuer à la Russie la tentative d'attaque par drone à l'aéroport de Leipzig. Notre sécurité est directement en jeu. Chaque hésitation à armer l'Ukraine est lue par Moscou comme une faille. La meilleure réponse reste la fermeté : donner à l'Ukraine les moyens de tenir.



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, au Palais-Bourbon, à Paris, le 7 juin 2024. JULIEN MUGUET / JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

L'Europe doit pour cela sortir de la logique de l'annonce ponctuelle. Chaque pays détenteur – Allemagne, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède – doit engager une part définie de ses stocks selon un calendrier connu à l'avance. Ce calendrier, révisé trimestriellement dans le cadre des réunions du groupe de contact pour la défense de l'Ukraine, permettrait de connaître les volumes réellement disponibles et de planifier leur remplacement. L'Ukraine saurait sur quoi compter ; nos industriels, ce qu'ils doivent produire. Chaque missile livré doit déclencher une commande de remplacement.

Ce mécanisme est d'autant plus nécessaire que notre capacité de production reste très en retard sur le besoin. Cette faiblesse industrielle est aujourd'hui criante. L'Europe ne produira ses premiers Patriot en Bavière qu'à partir de 2027 ; le système de défense aérienne hautement mobile SAMP/T NG entre lui-même progressivement en service, mais son missile Aster 30 B1NT ne sera livré qu'à partir de 2027. Dans le même temps, la Russie produisait déjà de l'ordre de 800 à 1 000 missiles balistiques en 2025 et vise, selon Volodymyr Zelensky, une capacité pouvant atteindre 1 300 par an. Le déséquilibre est vertigineux. Il impose une montée en cadence massive de la production des intercepteurs, mais aussi des drones et systèmes antidrones, afin de ne pas opposer demain des missiles à plusieurs millions de dollars à des engins russes qui en coûtent quelques milliers.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » | [Les Européens doivent accentuer leur soutien à l'Ukraine](#)



La coalition des volontaires a fait de la défense aérienne ukrainienne une « *priorité absolue* » : il lui reste à la traduire en actes. Les intercepteurs sont dans nos réserves ; leur envoi ne dépend que d'une volonté politique, celle que nos dirigeants disent avoir. Qu'ils le prouvent.

Signataires : **Guillaume Ancel**, ancien officier, auteur ; **Hélène Conway-Mouret**, sénatrice socialiste représentant les Français établis hors de France, vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat ; **Vincent Desportes**, général de l'armée de terre (2S), ancien directeur de l'Ecole de guerre ; **Aurélien Duchêne**, consultant en géopolitique et défense ; **Emmanuel Dupuy**, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe ; **Robin Gastaldi**, auteur, spécialiste des questions d'armement ; **Anne Genetet**, députée (Renaissance) des Français établis hors de France, ancienne ministre ; **Anne Marleix**, administratrice de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre ; **Nicolas Tenzer**, spécialiste des questions géostratégiques ; **Xavier Tytelman**, consultant en aéronautique et défense ; **Olivier Védrine**, administrateur de l'association Jean Monnet.

Collectif

Le Monde Guides d'achat

Découvrir



Les meilleures webcams

Notre sélection de modèles pour rester connecté

Les meilleurs casque enfants

Une sélection pensée les plus petits